



## ADOS EN BIDONVILLES ET EN SQUATS : L'ÉCOLE IMPOSSIBLE !

Paris, le 27 septembre 2016

Le Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation publie aujourd'hui une étude qui montre que pour de nombreux adolescents âgés de 12 à 18 ans vivant en bidonvilles et en squats, l'école reste inaccessible.

Les maires de Saint-Ouen et de Maubeuge nous rappellent que cette exclusion est souvent le fait d'une instrumentalisation politique scandaleuse, alors même que les refus de scolarisation, assumés ou plus dissimulés, nourrissent la perpétuation d'une

exclusion que l'école doit pourtant combattre !

Notre étude réalisée dans un cadre associatif met en évidence, à partir de 161 questionnaires remplis dans 34 bidonvilles et squats, dans toute la France, **un taux de déscolarisation de 67% lorsqu'on intègre les enfants « non assidus » et qui ne peuvent donc pas bénéficier pleinement de l'accès à l'école. Dès 16 ans, les décrochages définitifs deviennent malheureusement la règle pour la quasi-totalité de ces jeunes, empêchant leur accès à tout dispositif de formation.**

Les résultats de cette étude montrent avant tout l'urgence à agir. Il n'y a pas de fatalité dans le dur constat dressé par cette étude : il est en effet possible de ne plus faire courir sur de longs mois les délais d'affectation. Il est également temps d'agir pour rompre avec des politiques publiques basées quasi-exclusivement sur des expulsions sans solution à répétition qui sapent les efforts des enfants et de leur famille et créent des traumatismes parfois indépassables. Il est également urgent d'imaginer des parcours pour celles et ceux qui entrent dans l'adolescence sans n'avoir jamais été scolarisés nulle part : les abandonner à la misère à l'errance va à l'encontre de nombreux engagements internationaux.

Nous appelons donc les autorités compétentes, et au premier chef, le Ministère de l'Éducation Nationale, à se saisir de cette question et à mobiliser les collectivités concernées, régions, départements et communes, pour que cessent les refus de scolarisation, pour que cessent les mises en danger d'enfants scolarisés lorsque surviennent des expulsions sans solutions adaptées aux besoins de ces familles.

**Agir pour la scolarisation de tous ces enfants est la seule solution car l'alternative est indigne et irresponsable**

**CONTACT PRESSE :**

Manon Fillonneau – CNDH Romeurope – 06 68 43 15 15 – [manon.fillonneau@romeurope.org](mailto:manon.fillonneau@romeurope.org)

Facebook : [www.facebook.com/CNDHRomeurope](https://www.facebook.com/CNDHRomeurope)

Twitter : @CNDH\_Romeurope